

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 594 / décembre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e trimestre 2019

Le climat des affaires demeure favorable

Nouvelle progression marquée de l'ICA

Au troisième trimestre 2019, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une progression sensible. Il gagne 8,8 points par rapport au précédent trimestre et s'établit à 119,3 points, soit 19,3 points au-dessus de sa moyenne de longue période.

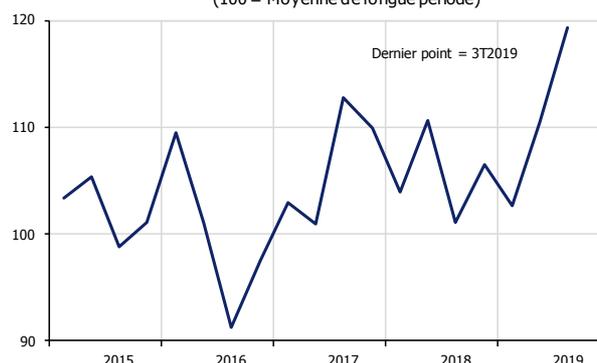
La perception favorable des chefs d'entreprise sur le deuxième trimestre impacte positivement l'ICA (+5,6 points), tout comme leur confiance dans le quatrième trimestre (+3,2 points).

Cette bonne orientation est portée essentiellement par une amélioration des délais de paiement (+1,8 point), qui permet un renforcement des trésoreries (1,7 point). L'activité et l'embauche dynamiques contribuent également à tirer l'ICA à la hausse, mais dans de moindres proportions (respectivement +1,2 point et +1,1 point).

Dans un contexte de légère hausse des prix, la consommation des ménages est modérée. Les importations se stabilisent et les intentions d'investir ralentissent. Enfin, la demande d'emploi poursuit sa progression.

Comme prévu au précédent trimestre, l'activité est favorablement orientée au troisième trimestre. Pour la fin d'année, les chefs d'entreprise demeurent optimistes et prévoient de nouveau une activité favorable. Toutefois, l'attentisme des ménages et des commandes publiques modère cet optimisme et laisse présager une activité moins soutenue qu'au troisième trimestre.

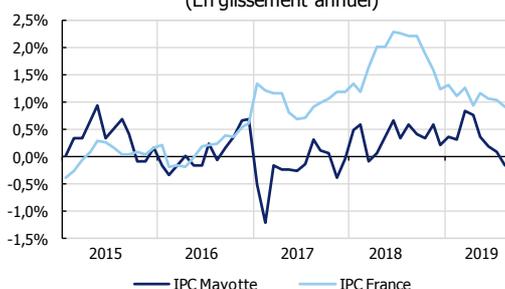
Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une légère hausse des prix

Indice des prix à la consommation
(En glissement annuel)

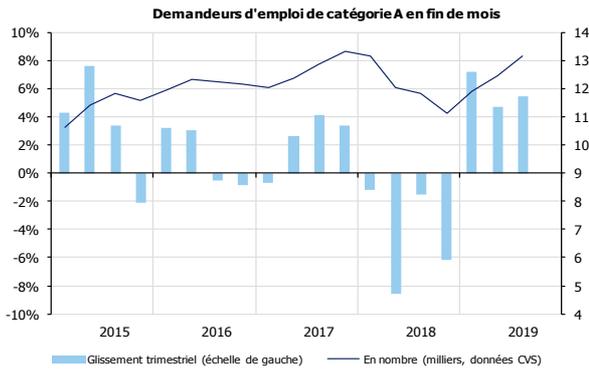


Source : Insee, données mensuelles

L'Indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,3 % par rapport au deuxième trimestre 2019. Cette inflation est principalement due à la hausse conjointe des prix des services (+1 %) et des produits alimentaires (+0,7 %). En revanche, les prix de l'énergie sont en recul (-2,8 %).

En glissement annuel, l'IPC est en repli de 0,2 %, à la différence de la métropole et des autres DOM où il progresse de 0,9 %. En dépit du renchérissement des services (+1,6 %), de l'énergie (+1 %) et de l'alimentation (+0,7 %), les prix des produits manufacturés tirent l'IPC à la baisse (-3,5 %).

Une demande d'emploi toujours à la hausse



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

La demande d'emploi poursuit sa hausse pour le troisième trimestre consécutif. Au troisième trimestre 2019, Pôle emploi enregistre 13 145 demandeurs d'emploi en fin de mois de la catégorie A (DEFMA), soit une progression de 5,4 % par rapport au deuxième trimestre.

Toutes les catégories d'âges s'inscrivent dans cette dynamique. Ainsi, les inscriptions des 25-49 ans progressent de 5,9 % par rapport au deuxième trimestre 2019, celles des moins de 25 ans de 5,6 %, et celles des plus de 50 ans de 2 %. Les femmes sont particulièrement concernées par cette évolution. Leur inscription croît de 6,5 % contre 3 % pour les hommes.

Cette hausse de la demande d'emploi est encore plus marquée en glissement annuel. Au total, le nombre de DEFMA se renforce de 11 % par rapport au troisième trimestre 2018.

Une consommation des ménages modérée

Au troisième trimestre, la consommation des ménages est marquée par un repli des dépenses sur les biens durables. En effet, par rapport au deuxième trimestre 2019, les importations de biens d'équipement et les immatriculations de véhicules neufs sont en recul respectif (données CVS) de 9,1 % et de 38,6 %. Les commerçants interprètent ce repli de la demande par un attentisme spécifique à ce troisième trimestre, qualifié de période creuse. Ce trimestre intervient en effet juste entre le ramadan et les fêtes de fin d'année, deux temps forts dans la consommation des ménages à Mayotte. En revanche, la consommation des produits courants se maintient, avec un accroissement des importations de 2,1 % (CVS).

Cet effet épisodique se trouve nuancé en glissement annuel, avec une tendance inversée : les importations de produits courants sont en retrait (-1,2 %) alors que celles des biens d'équipement sont en progression (+14 %). Pour leur part, les immatriculations de véhicule neuf restent en retrait (-30,5 %).

L'activité bancaire des ménages reste dynamique : les encours de crédits à la consommation sont en hausse de 4,4 % sur le trimestre et de 18,9 % en glissement annuel.

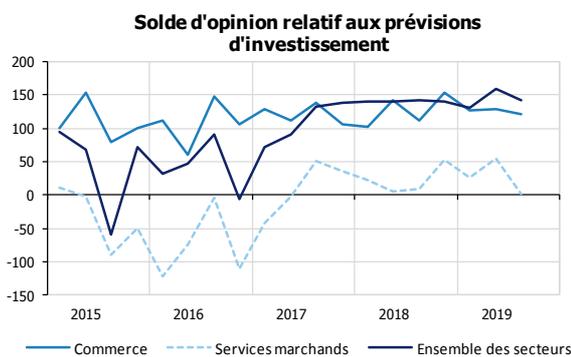
Importations de biens de consommation non durables

(En millions d'euros, données CVS)



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Les intentions d'investir ralentissent



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

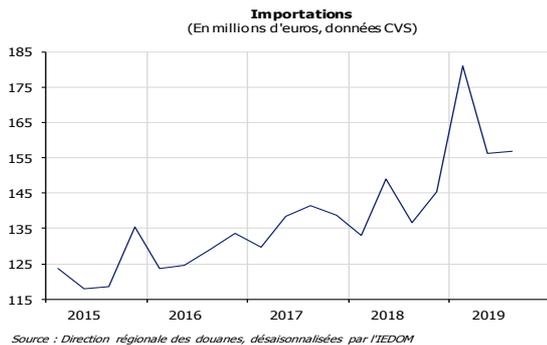
Les prévisions d'investissement enregistrent un ralentissement sur le troisième trimestre (-16,2 points), mais demeurent stables sur un an (+0,6 point). Cette évolution s'explique principalement par la contraction des intentions d'investir dans le secteur des services marchands (-52,4 points) et, dans une moindre mesure, dans celui du commerce (-7,6 points). Ce fléchissement témoigne d'une prudence des chefs d'entreprise sur les trimestres à venir.

À l'instar de leurs prévisions d'investissement, l'activité bancaire des entreprises se contracte également au troisième trimestre. Les crédits octroyés aux entreprises sont en recul de 2,3 % : les crédits à l'habitat et les crédits d'investissement sont en repli respectif de 3,7 % et de 1,1 %. Cependant, la trajectoire de moyen long terme reste croissante comme en témoignent les variations positives sur un an (+1,2 % pour les crédits d'investissement et +10,8 % pour les crédits à l'habitat) et

le maintien en zone favorable du solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement.

Les importations des biens d'équipement professionnels s'inscrivent à la hausse (+12,2 % en variation trimestrielle et +36,3 % en glissement annuel, données CVS). En revanche, les importations de biens intermédiaires sont en repli (-12,7 %, CVS), mais restent bien orientées en variation annuelle (+0,7 %).

Les importations se stabilisent

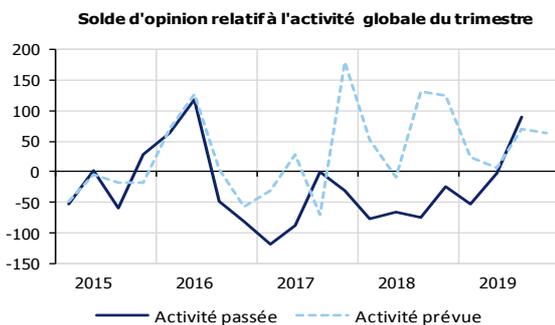


Après les fluctuations observées au premier semestre 2019, les importations se stabilisent au troisième trimestre (+0,3 %, CVS).

La tendance reste toutefois croissante en glissement annuel. La valeur des importations augmente de 14,9 % par rapport au troisième trimestre 2018.

Cette croissance est portée aussi bien par les ménages que par les entreprises, mais pas sur les mêmes types de biens : alors que les entreprises continuent d'importer des biens d'équipement, les ménages concentrent leurs dépenses sur les biens courants.

Une reprise d'activité qui ne profite pas à tous les secteurs



Conformément aux prévisions du deuxième trimestre, l'activité est bien orientée au troisième trimestre et retrouve une perception positive des chefs d'entreprise. Cette conjoncture favorable s'accompagne non seulement d'une amélioration des délais de paiement et d'un renforcement de la trésorerie des entreprises, mais encore d'une embauche dynamique dans tous les secteurs, à l'exception du commerce. Cette tendance demeure toutefois fragile, les chefs d'entreprise continuant de déplorer les charges importantes qui pèsent sur leur chiffre d'affaires. De ce fait, les prévisions pour le dernier trimestre indiquent un ralentissement de la croissance de l'activité.

Une activité stable pour le BTP

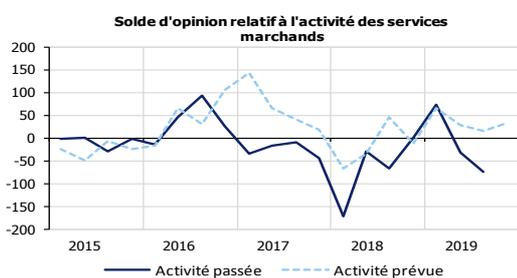
Après un regain au deuxième trimestre, les chefs d'entreprise du **BTP** déclarent une activité stable au troisième trimestre. Ils continuent de déplorer des charges importantes. Ils relèvent toutefois une amélioration globale des délais de paiement et de leur trésorerie. Ces évolutions comptables résultent des récents décaissements de collectivités locales et syndicats de communes. Pour autant, en dépit de ces améliorations, les chefs d'entreprise du secteur peinent à se projeter. L'horizon du contrat de convergence et de transformation leur semble encore trop flou et lointain. Ils sont dans l'attente du lancement des projets annoncés, afin de pouvoir remplir leur carnet de commandes, réaliser des investissements et retrouver de l'optimisme dans la relance de l'activité.

Une reprise prudente pour le commerce



Les prévisions du deuxième trimestre se confirment pour les chefs d'entreprise du **commerce**. Ces derniers font état d'une reprise de leur activité, et ce, en dépit du ralentissement de la consommation des ménages. En outre, la concurrence accrue dans le secteur entraîne une baisse de fréquentation de certains points de vente, alors que les charges d'exploitation pèsent sensiblement sur les bilans. Ils relèvent toutefois d'importantes améliorations quant à leur situation de trésorerie. En dépit de l'approche des fêtes de fin d'année, les chefs d'entreprise sont pessimistes, anticipant une dégradation de leur activité au quatrième trimestre.

Les services peinent à renouer avec la croissance



L'activité se dégrade encore pour les entreprises du secteur des **services marchands**. Les chefs d'entreprise continuent de déplorer des charges importantes et, contrairement à la tendance globale, ne voient pas leur trésorerie s'améliorer. En dépit de ces indicateurs mal orientés, ils anticipent une timide reprise de l'activité, portée par une embauche dynamique et une amélioration des délais de paiement.

DES ÉCONOMIES RÉGIONALES AU DYNAMISME CONTRASTÉ

L'économie **sud-africaine** montre des signes de faiblesse. Ainsi, après avoir rebondi au deuxième trimestre (+3,1 % en rythme trimestriel annualisé), le produit intérieur brut (PIB) diminue de 0,6 % au troisième trimestre 2019. Cette contraction s'explique par un recul de la production dans l'industrie minière (-6,1 %), dans l'industrie manufacturière (-3,9 %) et dans l'industrie des transports et stockage (-5,4 %). En revanche, les secteurs du commerce, de la restauration et de l'hébergement sont en hausse (+2,6 %). Dans ce contexte économique préoccupant, la Banque centrale sud-africaine a décidé, en novembre 2019, de maintenir le taux directeur à 6,5 %.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique baisse de 1,1 % sur un an au troisième trimestre 2019, après un début d'année positif. Au deuxième trimestre 2019, la croissance économique de l'île demeure favorable avec une hausse de 3,4 % du PIB en volume (en rythme trimestriel annualisé), bien qu'en retrait par rapport au trimestre précédent (+4,8 %).

Selon les chefs d'entreprise interrogés par la Banque centrale de **Madagascar**, l'activité des entreprises progresse au cours du deuxième trimestre 2019. Celle-ci s'est accompagnée d'un renforcement de l'embauche, tandis que l'investissement s'inscrit en retrait. Une accélération de l'activité économique est attendue par les entrepreneurs de la grande île. Parallèlement, la Banque centrale maintient son taux directeur à 3,5 %.

La croissance économique de l'île **Maurice** se redresse, avec une hausse de 0,9 % du PIB en volume au deuxième trimestre 2019 après 0,1 % le trimestre précédent, sans toutefois retrouver la dynamique observée fin 2018 (+1,7 % au quatrième trimestre et +1,2 % au troisième trimestre 2018). Cette amélioration s'explique par une amélioration de sa balance extérieure avec une reprise des exportations et une baisse des importations. Cependant, la consommation finale ralentit et l'investissement décélère nettement : +2,8 % sur un an contre +10,3 % au premier trimestre.

Aux **Comores**, l'activité économique est orientée favorablement au deuxième trimestre 2019, malgré le passage du cyclone Kenneth en avril. En effet, les exportations s'inscrivent en forte hausse, les transferts reçus (envois de fonds) progressent de 11 % et l'encours des crédits à l'économie augmente de 7,7 % à fin juin par rapport fin mars.

Sources : Banques centrales, institutions nationales

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE DEMEURE PEU DYNAMIQUE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2019, soit son plus bas niveau depuis 2008-09. Ce rythme a été revu à la baisse de 0,2 point par rapport aux perspectives de juillet, en lien avec la montée des tensions commerciales et géopolitiques qui se répercutent sur la confiance des chefs d'entreprise, les décisions d'investissement et le commerce mondial. Les politiques monétaires, rendues plus accommodantes aux États-Unis et dans de nombreux pays avancés et émergents, ont permis d'amortir l'impact de ces tensions sur les marchés financiers. Pour 2020, le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,4 %, soit une révision à la baisse de 0,1 point par rapport à juillet.

Aux **États-Unis**, la hausse du PIB s'est élevée à 0,5 % au troisième trimestre 2019 (en variation trimestrielle), soit la même progression qu'au trimestre précédent. La consommation privée, stimulée par les mesures de relance du gouvernement, demeure le principal moteur de la croissance. Sur l'ensemble de l'année 2019, le FMI anticipe une croissance de 2,4 % qui ralentirait à 2,1 % pour l'année 2020.

Dans la **zone euro**, le PIB a continué de progresser de 0,2 % entre juillet et septembre, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre. Le taux d'inflation s'est établi à 0,8 % à fin septembre, soit un net ralentissement par rapport à fin juin (+1,3 %). Le taux de chômage se maintient quant à lui à 7,5 % dans la zone, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon le FMI, la croissance du PIB devrait s'élever à 1,2 % en 2019 et à 1,4 % en 2020. Pour rappel, elle avait atteint 1,9 % en 2018.

Au troisième trimestre, le PIB de la **France** a enregistré une croissance identique aux deux trimestres précédents : +0,3 %. La consommation des ménages accélère légèrement sur la période tandis que l'investissement ralentit. Pour les années 2019 et 2020, la Banque de France anticipe une hausse du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au **Japon**, la croissance a nettement ralenti au troisième trimestre (+0,1 % après +0,4 %). Les tensions commerciales mondiales sont à l'origine du fléchissement des exportations japonaises. La consommation privée est également orientée à la baisse tandis que l'investissement reste robuste. Le FMI anticipe une croissance de 0,9 % en 2019 puis de 0,5 % en 2020.

Dans les **économies émergentes et en développement**, la croissance devrait ralentir en 2019 (+3,9 % après +4,5 % en 2018) avant de rebondir en 2020 (+4,6 %) grâce au retour d'une croissance plus dynamique en Inde, au Brésil ou en Russie et à une récession moins marquée dans plusieurs pays émergents en difficulté (Turquie, Argentine, Iran). En Chine, la croissance a été revue à la baisse (+6,1 % en 2019, +5,8 % en 2020) suite aux tensions commerciales avec les États-Unis et au ralentissement de la demande intérieure lié aux mesures prises pour maîtriser la dette.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 novembre 2019.